

*Questions orales*

équivaldra à un crédit d'impôt à l'investissement de 7,5 p. 100.

Le député plaide en faveur des gens qui perdent leur emploi; alors pourquoi empêche-t-il le gouvernement de prendre une mesure qui aidera à créer des emplois et dont les organisations internationales disent qu'elle aidera à créer des emplois dans notre pays?

\* \* \*

[Français]

## LE SÉNAT

**M. Paul Martin (LaSalle—Émard):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le Conseil économique du Canada a condamné sans équivoque la politique fiscale du gouvernement. Le gouvernement a détruit la confiance que les Canadiens ont en eux-mêmes. Maintenant, il cherche à détruire les institutions démocratiques de notre pays.

Comment le ministre croit-il qu'il sera possible de redonner confiance aux Canadiens lorsque son gouvernement s'acharne contre les institutions sur lesquelles cette confiance doit reposer.

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'ai écouté le député qui est normalement une personne raisonnable, mais il exagère quand il parle de condamnation sans équivoque par le Conseil économique, car il n'en est rien.

Il le saurait s'il avait lu le rapport du Conseil économique. Le Conseil approuve les moyens que nous prenons pour maîtriser l'inflation. Il voudrait qu'il y ait un meilleur équilibre entre la politique fiscale et la politique monétaire, un avis que je partage. Nous nous efforçons d'y parvenir. Mais le député et ses collègues nous mettent constamment des bâtons dans les roues, ils nous empêchent de prendre les mesures qui s'imposent pour abaisser le déficit.

Si le député était sérieux à ce sujet, il exhorterait les sénateurs à adopter le projet de loi C-21, un projet de loi de finances qui vise à nous sortir de notre situation désespérée, le projet de loi C-28 qui vise à améliorer. . .

**Des voix: Bravo!**

**M. Paul Martin (LaSalle—Émard):** Monsieur le Président, ce ne sont que des propos oiseux. De l'avis du Conseil économique du Canada, le gouvernement étouffe l'économie.

Quant à ce qui se passe à l'autre Chambre, pour la première fois de notre histoire, un gouvernement majoritaire tente un coup d'État contre son propre peuple. Voilà ce qui se passe.

Le gouvernement au pouvoir a détruit l'économie, réduit à néant la bonne volonté nationale. Il a piétiné les droits des autochtones et il est en train d'anéantir ceux du Parlement.

La première chose dont il a fallu s'occuper, c'est cette taxe terriblement injuste. Il y va maintenant de l'avenir de notre pays. Aucune politique fiscale ne justifie ce qu'on fait à notre pays. Aucune politique fiscale ne justifie qu'on piétine les droits du Parlement.

Ma question est la suivante: abandonnerez-vous la politique fiscale pour le plus grand bien du peuple?

**Des voix: Bravo!**

**M. Andre:** C'est tout simplement révoltant.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, la situation du député serait peut-être différente s'il avait fait ce discours en juin.

**Des voix: Bravo!**

**M. Wilson (Etobicoke—Centre):** Il y a un petit peu trop de pharisaïsme et d'hypocrisie dans ses propos, car s'il se souciait autant qu'il le dit de la démocratie et des droits démocratiques, il se souviendrait que la TPS faisait partie de la réforme fiscale que notre gouvernement a annoncée en juin 1987, du programme de notre gouvernement et de notre parti aux élections de 1988. Maintenant. . .

**Mme Campbell (South West Nova):** Vous ne vouliez même pas en discuter.

**M. Wilson (Etobicoke—Centre):** Le député dit ce que. . .

**Des voix: Oh, oh!**